

# NEWS

# SOLIDARNOŚĆ

Bi-mensuel

16 - 30 novembre 1989

n° 144

ISSN 0771-9388

Editeur responsable : Jerzy Milewski

9, av. de la Joyeuse Entrée, 1040 Bruxelles Belgique



"NOUS, LE PEUPLE ..."

En visite sur le continent américain du 10 au 22 novembre, le Président de NSZZ Solidarnosc, Lech Walesa, accompagné d'une importante délégation syndicale, s'est rendu au Canada où il rencontra les représentants de la CLC et le Premier Ministre, Brian Mulroney. Aux USA, il a participé à la 18ème Convention biennale de l'AFL-CIO et fut reçu par le Président George Bush qui lui remit la Médaille de la Liberté. Au Venezuela, il a rencontré le Président Carlos A. Perez; il a participé au 22ème Congrès Mondial de la Confédération Mondiale du Travail et à une session de la direction élargie du syndicat vénézuélien CTV.

L'événement majeur de cette visite fut le discours prononcé le 15 novembre par Lech Walesa devant les deux Chambres réunies du Congrès des USA; en voici de larges extraits.

Le monde se souvient du merveilleux principe de la démocratie américaine : "gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple". Je me remémore également ces mots, en tant qu'ouvrier des chantiers navals de Gdansk, qui ait consacré toute ma vie, avec les autres membres du mouvement NSZZ Solidarnosc, au service de cet idéal. Contre les privilèges et les monopoles, contre les violations des lois, contre les offenses à la dignité humaine, contre le mépris et l'injustice.

Le mouvement social qui porte le beau nom de Solidarité, né du peuple polonais, est un mouvement efficace. Après de nombreuses longues années de lutte, il a porté les fruits que l'on sait. Il a indiqué une direction et une voie d'action qui concernent aujourd'hui la vie de millions de citoyens. Il a accéléré la marche vers la liberté et la démocratie, une marche engagée maintenant par d'amples multitudes parlant différentes langues. Il a fait vaciller les monopoles, il en a renversé. Il a ouvert des horizons totalement nouveaux.

Et cette lutte fut menée sans recours à la violence d'aucune sorte, un point qu'on ne peut trop souligner. Nous avons été emprisonnés, licenciés de nos emplois, battus et certains tués. Et nous n'avions pas même porté un coup à une seule personne. Nous n'avions rien détruit, pas même brisé une seule vitre. Mais nous étions opiniâtres, très opiniâtres, prêts à souffrir, à faire des sacrifices. Nous savions ce que nous voulions. Et notre force a finalement prévalu.

Le mouvement NSZZ Solidarnosc a reçu un soutien massif et a remporté des victoires

car tout le temps et dans tous les domaines, il a choisi la meilleure, la plus humaine et la plus digne solution, s'opposer à la brutalité et à la haine.

Il y a 9 ans, en août 80, a commencé aux chantiers de Gdansk la fameuse grève qui a conduit à l'émergence du premier syndicat indépendant des pays communistes, qui devint rapidement un vaste mouvement social soutenu par le peuple polonais. Sans travail à l'époque, licencié de mon emploi pour avoir précédemment tenté d'organiser les travailleurs dans la lutte pour leurs droits, j'ai franchi le mur du chantier naval et rejoint mes collègues qui me chargèrent de la direction de la grève. C'est ainsi que tout commença. Quand je me rappelle le chemin parcouru, je pense souvent à ce saut par dessus la palissade. **A présent, d'autres franchissent les barrières et renversent les murs. Ils le font parce que la liberté est un droit humain.**

Alors, au début, de multiples avertissements, mises en garde et même des condamnations nous ont été adressées de nombreuses parties du monde. Ils disaient : que veulent ces Polonais ? Ils sont fous, ils mettent en péril la paix mondiale et la stabilité de l'Europe. Les jours précédant la seconde guerre mondiale, nombreux étaient ceux qui demandaient : pourquoi mourir pour Gdansk ? Bientôt la guerre les a atteints et ils eurent à mourir pour Paris, Londres et Hawaï. Mais les développements contemporains de Gdansk ont amené une vision différente. Ils furent non le début mais la véritable fin de cette guerre. Ils sont le début d'une ère nouvelle, meilleure, démocratique et sûre de l'histoire de

4°P. 12007

notre monde. Il ne s'agit plus de mourir pour Gdansk mais de vivre pour elle.

La voie polonaise de lutte pacifique pour les droits humains, la détermination et la fermeté des Polonais dans leur quête de pluralisme et de démocratie montrent à présent à bien des peuples et des nations comment éviter les dangers les plus menaçants. Pacifiquement et prudemment, conscients des dangers mais sans abandonner ce qui est juste et nécessaire, les Polonais ont pavé la voie de changements historiques. Nous sommes rejoints sur ce chemin, quoique dans des mesures différentes, par d'autres : Hongrois et Russes, les Ukrainiens et les peuples des Républiques Baltes, Arméniens et Géorgiens, et récemment, les Allemands de l'Est. Nous leur souhaitons de la chance et nous nous réjouissons de tous les succès qu'ils remportent.

Peut-on dire aujourd'hui qu'il eut mieux valu que les Polonais se tiennent tranquilles ? Ne peut-on pas affirmer que les Polonais ont fait davantage pour préserver et consolider la paix que nombre de leurs conseillers effrayés ? La stabilité et la paix ne sont-elles pas plus menacées par les pays qui ne mènent pas de profondes réformes, qui préservent les anciens modes déshonorants de gouvernements, contraires à la volonté de leurs peuples ?

La Pologne apporte à présent une importante contribution au futur de l'Europe, à la réconciliation de l'Europe - ainsi qu'à l'essentielle réconciliation polono-germanique - pour surmonter les anciennes divisions et renforcer les droits humains sur notre continent.

Lors de la 2ème guerre mondiale, la Pologne fut le premier pays victime de l'agression. Ses pertes en vies humaines et destructions furent les plus lourdes. Sa lutte fut la plus longue; ses soldats ont combattu sur tous les théâtres de la guerre. En 45, elle était théoriquement un des pays victorieux. En pratique, la Pologne se vit imposer un système de gouvernement étranger, rejeté par le peuple, avec une économie, une législation et une philosophie des relations sociales étrangères. Ceux qui s'opposèrent à ce régime furent l'objet des plus brutales répressions. Beaucoup furent assassinés, des milliers disparurent dans l'est et le nord de la Russie. De semblables répressions frappèrent les soldats de l'armée polonaise de l'intérieur qui avaient combattu les nazis. Ces atrocités furent suivies par les persécutions de tous ceux qui osaient penser de manière indépendante. Toutes les promesses solennelles d'élections libres en Pologne faites à Yalta étaient brisées. Ce fut notre seconde grande catastrophe nationale après celle de 1939. Les Polonais réalisèrent amèrement avoir été abandonnés par leurs alliés. Ce souvenir de-

meure inscrit dans de nombreux esprits.

Néanmoins, les Polonais s'attelèrent à reconstruire le pays dévasté. Mais le nouveau système économique fut introduit où l'entreprise individuelle cessa d'exister et l'ensemble de l'économie fut contrôlé par un état dirigé par des responsables non-élus par le peuple. **Staline interdit à la Pologne de profiter de l'aide fournie par le Plan Marshall, aide utilisée par tous en Europe Occidentale.** Il convient de rappeler ce grand plan américain qui aida l'Europe de l'Ouest à protéger sa liberté et son ordre pacifique. **A présent, le moment est venu où l'Europe Orientale attend un investissement de ce type, un investissement dans la liberté, la démocratie et la paix.**

Pour la première fois depuis un demi-siècle, la Pologne a un gouvernement non-communiste et indépendant, soutenu par la nation.

Mais sur notre chemin se dresse un sérieux obstacle, un grave danger: notre longue sujétion à un système politique incompatible avec nos traditions nationales, à un système économique incompatible avec la rationalité et le bon sens, couplé à la répression de la pensée indépendante et au mépris de l'intérêt national. Tout cela a conduit l'économie polonaise à la ruine, au bord de la catastrophe totale. Le premier gouvernement depuis 50 ans, élu par le peuple et servant le peuple, a hérité des précédents dirigeants du pays du fardeau de dettes énormes qu'ils ont contractées et ensuite gaspillées, d'une économie organisée d'une façon qui l'empêche de satisfaire même les besoins fondamentaux de la population.

L'économie dont nous héritons après presque cinq décennies de pouvoir communiste a besoin d'une ample réforme qui nécessitera de la patience et de grands sacrifices, du temps et des moyens. La situation présente de l'économie polonaise n'est pas due au sort; elle n'est pas spécifique à la Pologne. **Aujourd'hui, tous les pays du bloc de l'Est connaissent la banqueroute. L'économie communiste a échoué partout dans le monde. Une des conséquences en est l'exode des citoyens de ces pays, par terre et mer, par bateau et avion, à la nage et par la fuite à travers les frontières.**

Certains disent que les Polonais ne veulent pas travailler mais ceux-là même disent aussi que les Polonais travaillent bien et efficacement quand leur peine a un sens et est utile. **Les travailleurs connaissent aussi leur arithmétique.** Ils travaillent durement, dans de pénibles conditions et ils sont mal rémunérés car le système économique est absurde. Nous avons connu tant d'efforts perdus, tant d'espoirs déçus et de promesses brisées. Qui

B.D.I.C

dans ces conditions n'aurait pas succombé au pessimisme.

Nous ne demandons pas la charité, nous n'attendons pas de philanthropie. Nous voudrions voir notre pays traité comme un partenaire et un ami. Nous voudrions coopérer dans des conditions décentes et favorables. **Nous croyons qu'une large assistance à la démocratie et à la liberté en Pologne et dans toute l'Europe de l'Est est le meilleur investissement dans l'avenir et la paix, meilleur que dans les tanks, les navires et avions de guerre, un investissement apportant une meilleure sécurité.**

La décision du Congrès des USA d'accorder une aide économique à la Pologne ouvre une nouvelle voie. Je vous remercie chaleureusement de cette excellente décision. Je vous assure que cette aide ne sera pas gaspillée et ne sera pas oubliée.

De cette tribune, je remercie le peuple américain qui nous a aidés pendant les

jours pénibles de la loi martiale et des répressions. Je souhaite également marquer ma chaleureuse gratitude à nos amis du Congrès US, au syndicat AFL-CIO, à toutes les institutions et fondations pour la liberté et la démocratie et à tous ceux qui nous ont apporté leur soutien pendant nos moments les plus difficiles. Je remercie du fond du coeur le Président des USA et son administration pour son intérêt aux affaires de mon pays.

Les idéaux qui fondent la république américaine et y demeurent présents sont également vivaces dans la lointaine Pologne. Bien que tous les efforts aient été faits pendant de longues années pour l'en séparer, la Pologne a tenu bon et elle atteint à présent à la liberté qui lui revient. Avec la Pologne, d'autres nations d'Europe de l'Est suivent cette voie. **Le mur qui séparait les peuples de la liberté s'est écroulé. Les nations du monde ne permettront jamais qu'il soit reconstruit.**

**NSZZ SOLIDARNOSC DENONCE LE PILLAGE DE L'ECONOMIE PAR LA NOMENKLATURA**

Résolution du Praesidium de la KKW de NSZZ Solidarnosc du 24 octobre 1989.

En liaison avec la multiplication de cas d'abus de pouvoirs professionnels et de pratiques inacceptables d'appropriation de biens nationaux par certains membres de l'administration d'état, des coopératives et de certaines organisations sociales, le Praesidium de la KKW exprime son inquiétude et demande l'engagement sans retard de mesures appropriées.

Ces pratiques consistent à s'attribuer à soi, à sa proche famille, à ses amis ou à des personnes occupant de hautes positions dans la hiérarchie locale, des terrains à bâtir, des logements et des voitures. Cela intervient en violation de tous principes légaux et moraux, à des prix symboliques. Les personnes profitant de ces privilèges sont souvent des fonctionnaires de l'administration d'Etat. De tels cas, à l'échelle du pays et pour la seule année en cours, se comptent par dizaines de milliers; dont le résultat sont d'importantes pertes pour le Trésor de l'Etat.

De l'avis du Praesidium de la KKW, considérant l'intérêt national justement compris, les organes d'état responsables doivent engager sans retard des mesures énergiques visant à : - freiner les pratiques signalées; - amender la législation en vigueur; - mener avec les procuratures et la Chambre Supérieure de Contrôle (NIK) un examen précis de toutes les unités écono-

miques où de tels cas ont pu intervenir; - invalider toutes les transactions nuisant aux intérêts économiques du pays et contraires aux principes élémentaires de la justice sociale; - revendiquer les biens nationaux ainsi accaparés (terrains, logements, automobiles, etc.) ou exiger leurs paiements aux prix du marché; - imposer aux personnes coupables et à celles ayant tiré profit de ces transactions de sévères sanctions disciplinaires, y compris la révocation de leur fonction, et communiquer de tels faits à la connaissance publique. Dans une situation où de manière évidente, l'intérêt économique de l'état et les principes élémentaires de la justice sociale ont été violés, il serait difficile de juger opportun d'en appeler au principe de non-rétroactivité.

Considérant la difficile situation financière de l'Etat et les réformes socio-politiques engagées qui contraignent malheureusement des millions de concitoyens aux sacrifices, on ne peut tolérer pareilles pratiques répréhensibles de groupes privilégiés de fonctionnaires de l'état et d'organes de l'administration, qui à leurs postes devraient défendre de manière scrupuleuse l'intérêt national dans le respect des principes élémentaires de la justice sociale.

Une délégation de NSZZ Solidarnosc, composée de J. Merkel, Z. Bujak, A. Brzozowski et J. Pilarska, a rendu visite du 6 au 9 novembre en Israel à l'HISTADRUT. Des rencontres régulières sont prévues à l'avenir pour élaborer des programmes de collaboration.

La formation des militants syndicaux est considérée par NSZZ Solidarnosc comme un des problèmes d'organisation les plus urgents; cette question est examinée aux niveaux national et régional. La Direction Régionale de NSZZ Solidarnosc - Centre-Est (Lublin) a créé le 21 août un Centre d'Etudes Syndicales, dont la direction a été confiée à Jan WOJCIESZCZUK, chercheur à l'Université UMCS de Lublin, spécialiste du droit du travail, conseiller régional du Syndicat, interné après le 13 décembre 81.

**Qu'est-ce que le Centre d'Etudes Syndicales et quelle est sa mission ?**

**J. Wojcieszczuk** : Sa tâche principale est la formation des militants du syndicat NSZZ Solidarnosc; cette mission est inscrite dans nos statuts. La nécessité de former des cadres syndicaux fut soulignée par la résolution n° 33 du Ier Congrès National de NSZZ Solidarnosc en 1981. Mais ce besoin apparaît aussi dans l'action quotidienne. Il faut se rappeler que depuis 1980-81, il y a eu un changement de générations. NSZZ Solidarnosc est bien davantage encore qu'en 1981 un syndicat ouvrier. A l'époque, les militants les plus actifs étaient les ouvriers qualifiés, les techniciens, les ingénieurs et les travailleurs intellectuels de formation moyenne ou supérieure. Bien de ces militants actifs et dynamiques, pour différentes raisons - l'état de guerre, des changements économiques -, ont quitté leur ancienne occupation dans les entreprises étatisées. Une partie aussi d'entre eux a émigré. Ainsi, le "tronc" de NSZZ Solidarnosc a été réduit. A l'échelle du pays, cela signifie la perte de quelques dizaines de milliers de militants actifs. A leurs places, sont venus de jeunes ouvriers qui n'ont pas participé à l'action du Syndicat en 80-81 et manquent donc de cette expérience. Je sais que pour nombre de ces jeunes militants, l'organisation d'une assemblée syndicale est un problème difficile. Il faut donc veiller à les aider.

C'est d'autant plus important que les éventuels succès politiques nouveaux (jusqu'ici importants) ont cessé d'être exclusivement du domaine de NSZZ Solidarnosc. Le centre de nos succès futurs réside dans les usines où le syndicat gagne et assure sa crédibilité. Cela ne s'obtient ni par la force des symboles, ni par les émotions, encore moins par la légende. NSZZ Solidarnosc ne peut réussir dans les usines que par des initiatives et des actions efficaces et socialement acceptées en faveur du monde du travail. Mais cela est impossible sans militants convenablement préparés, compétents. En un mot : le succès de NSZZ Solidarnosc dépend des capacités de ses militants. La conséquence est simple : il est nécessaire de créer une institution chargée de la formation syndicale. Dans notre région, c'est le Centre d'Etudes Syndicales. Il faut souligner que ce Centre ne part pas de zéro, nous nous rattachons à la tradition et à l'héritage de l'Université (Wszecznica) Syndicale qui a fonctionné pendant les périodes légale et clandestine du Syndicat.

**Quelles seront les formes et les programmes de formation du Centre ?**

Nous prévoyons pour le début deux types fon-

damentaux de formation : une formation de base et des séminaires. La formation de base comprend 48 heures de cours répartis en trois blocs thématiques. Le premier (16 h) est consacré au droit des syndicats; y seront exposées les fonctions et les compétences des syndicats, les principes de fonctionnement des organisations syndicales, les modes de résolution des conflits collectifs du travail, les structures et les buts des Internationales syndicales (CISL et CMT) et aussi, de l'Organisation Internationale du Travail.

Le deuxième bloc thématique (12 h) porte sur des questions choisies du droit du travail et de la sécurité sociale, tels que la conclusion et la rupture d'un contrat de travail, l'examen des conflits dans les relations de travail et du système de sécurité sociale.

Le troisième bloc (20 h de cours) présentera certains problèmes de l'économie polonaise. On y évoque des sujets tels que les salaires, les conventions collectives, etc. de même que des questions d'actualité brûlante comme les modes de privatisation des entreprises - société à responsabilité limitée, société par actions.

La deuxième étape du programme de formation, ce sont les séminaires syndicaux (24 h de cours) sur des thèmes établis selon les sphères précises d'intérêt des commissions syndicales d'usines auxquelles ces programmes sont avant tout destinés. Les membres des commissions d'usine se spécialiseront dans le domaine syndical dont ils ont la charge au sein de leur commission: les problèmes du travail et les salaires, les questions sociales, etc. Les séminaires porteront également sur des thèmes plus généraux, p. ex.: le syndicat comme groupe de pression, le syndicat et les partis politiques, l'histoire et le présent du mouvement syndical.

En plus de ces deux niveaux (formation de base et séminaires), on prépare un 3ème niveau de formation, un cours général de 120 h, comportant des exposés sur des questions sociales, - y compris des éléments d'histoire des mouvements sociaux, de sociologie -, un aperçu des organisations ouvrières, des cours de communication (40 h), du droit social et de la politique sociale (40 h) et enfin, des méthodes didactiques (40 h). A ce niveau, seront préparés les formateurs qui seront chargés des programmes des niveaux précédents.

Ces cycles de formation concernent surtout les membres des praesidium des commissions syndicales d'usines. Nous débutons fin septembre avec environ 40 militants.

(Solidarnosc Centre-Est, n° 17/18-12.9.89)